

Renforcement des partenariats de développement

Participer à l'élaboration des programmes de développement en collaboration avec les agences de coopération au développement du monde entier

● Situation récente

Ces dernières années, le Japon et d'autres pays développés ainsi que les agences internationales de coopération au développement (ci-après « donateurs ») ont intensifié leurs efforts pour lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dont la date cible était fixée à 2015. Alors que certains objectifs n'ont pas été atteints, tels que la réduction du taux de mortalité des moins de cinq ans et du taux de mortalité maternelle, de nombreux pays en développement ont fait des progrès remarquables en matière de réduction de la pauvreté, comme on peut le voir à travers la baisse du taux de population pauvre et la progression de l'indice de développement humain.

Pour faire suite à ces efforts, « le Programme 2030 pour le développement durable » a été adopté lors du sommet des Nations unies de septembre 2015. Le programme a énoncé les objectifs de développement durable (ODD) en tant que lignes directrices pour éradiquer la pauvreté et atteindre un développement durable d'ici 2030, et appelé à agir sur les nouveaux problèmes non envisagés par les OMD, tels que l'accroissement des inégalités, le changement climatique et les catastrophes naturelles, tout en s'attendant aux objectifs non atteints par les OMD.

Simultanément, le programme appelle à une action commune de tous les pays, non seulement les pays en développement, mais aussi les pays développés, et souligne l'importance de la coopération entre toutes les parties prenantes dans un contexte où les entreprises privées et la société civile sont de plus en plus présentes. En outre, afin de répondre aux différents défis de développement, notamment les nouveaux enjeux comme la lutte contre le changement climatique, les financements nécessaires ne se comptent plus en milliards de dollars, comme pour les OMD, mais en milliers de milliards de dollars. Le programme nécessite une grande variété de financement et de ressources, dépassant le cadre de l'APD, pour contribuer au développement durable.

En réponse à cette situation, la modernisation des définitions de l'APD et du financement du développement a été discutée par le CAD de l'OCDE pour la première fois en quarante ans afin de mobiliser plus de financements de qualité pour le développement. Concernant les discussions sur l'efficacité de l'aide commencées au début des années 2000, suite au quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide organisé à Busan, en Corée, en 2011, l'amélioration des effets de la coopération au développement avec la société civile, le secteur privé et la coopération Sud-Sud, n'a eu de cesse d'être débattue.

Il est essentiel pour une agence de développement de suivre en permanence les tendances et les évolutions du développement au niveau mondial, et de renforcer sa capacité à faire entendre sa voix et contribuer aux discussions internationales. De plus, des efforts supplémentaires doivent être entrepris pour promouvoir les projets en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds. Toutes ces activités sont vitales pour la mise en œuvre efficace et rationnelle de la coopération au développement.

● Coordination des donateurs pour la coopération au développement

La JICA a établi des partenariats solides avec, par exemple, les pays européens, les États-Unis et des organisations internationales pour le co-financement ou la collaboration en matière de coopération



L'administratrice du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Helen Clark (à gauche) et le président de la JICA, Shinichi Kitaoka, se sont entretenus au siège de la JICA en novembre 2015.

technique, entre autres domaines. Pour la réalisation des ODD en particulier, il est nécessaire de mobiliser des financements suffisants et d'en faire une utilisation efficace. Pour concrétiser une coopération plus efficace et efficiente, la collaboration entre les donateurs permet d'apporter différents types d'expertise et de technologie. Et pour soutenir des projets de développement à grande échelle, la collaboration peut être une solution lorsqu'une organisation ne peut répondre seule aux demandes. La diffusion de l'expérience et des connaissances de la JICA par la participation à des discussions internationales sur la coopération au développement améliorera non seulement la qualité des initiatives internationales, mais renforcera également la compréhension et l'adoption des expériences, approches et principes de l'APD du Japon.

La JICA participe activement aux réunions annuelles de la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), et elle rencontre les responsables d'organismes donateurs.

La JICA a participé aux réunions de printemps et aux réunions annuelles du Groupe Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) en avril et en octobre, aux réunions annuelles de la BASD et de la BAfD en mai, à la troisième conférence internationale sur le financement du développement en juillet, ainsi qu'à la 21^e session de la Conférence des parties (COP21) de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en décembre 2015. Des dirigeants de la JICA ont prononcé des discours et participé aux débats lors de nombreux événements parallèles sur des problèmes de développement récents, où ils ont pu expliquer les positions, les activités et les politiques de la JICA. En outre, lors du sommet des Nations unies de septembre, le président de la JICA de l'époque, Akihiko Tanaka, a assisté à des sessions sur la sécurité humaine, la santé mondiale et la réduction du risque de catastrophe, et il a fait part de son point de vue sur la base des connaissances de la JICA tout en contribuant aux discussions [→ voir l'étude de cas page 123].

Au cours de l'exercice 2015, la JICA a partagé ses connaissances, expériences et bonnes pratiques sur la coopération triangulaire et Sud-Sud avec la communauté internationale lors de plusieurs conférences internationales auxquelles a participé en grand nombre le personnel lié à l'ONU, notamment la réunion de haut niveau sur la coopération Sud-Sud et triangulaire dans le programme de développement de l'après-2015, et le forum stratégique multipartite de haut niveau sur la coopération triangulaire et Sud-Sud organisé par les Nations unies.

La JICA participe régulièrement à des dialogues stratégiques avec certains partenaires de développement. Durant l'exercice 2015, le deuxième dialogue de haut niveau entre les présidents du Groupe Banque mondiale et la JICA a eu lieu pour mener des discussions stratégiques portant notamment sur la santé, l'Asie et l'Afrique. La JICA a également eu des discussions régulières ou annuelles avec d'autres organisations internationales telles que la BASD, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). En outre, la JICA a discuté avec l'Agence française de développement (AFD) sur le changement climatique et les villes durables, entre autres sujets.

De plus, la JICA s'efforce d'assurer une coopération de meilleure qualité à travers le renforcement de la collaboration avec les donateurs non conventionnels comme la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation Aga Khan et la Fondation pour l'Asie, ainsi qu'avec le Groupe de coordination arabe qui regroupe dix pays donateurs arabes.

● Partenariats avec les pays émergents

Ces dernières années, les pays émergents tels que la Chine, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Indonésie, le Brésil et la Turquie sont devenus des prestataires de coopération au développement. La JICA s'est efforcée de partager diverses approches et problèmes de développement avec ces pays émergents en se basant sur l'expérience du Japon en tant qu'unique donateur du CAD durant de nombreuses années.

La JICA dirige chaque année le forum asiatique sur le développement afin de faire connaître les expériences de l'Asie en matière de développement et de les partager avec la communauté internationale en tant que « porte-parole de l'Asie ». À travers le forum, les pays asiatiques, y compris les pays émergents, et les organisations internationales échangent leurs points de vue et expériences sur divers sujets, notamment la croissance inclusive et les ODD.

La JICA continue de mener des discussions bilatérales périodiques avec des partenaires de développement en Chine et en Corée du Sud, à savoir la Banque d'import-export de Chine, l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le Fonds de coopération et de développement économiques de la Banque d'import-export de Corée (EDFC). Parallèlement, la JICA, avec la Banque d'import-export de Chine, l'EDFC et l'Agence de coopération au développement économique des pays riverains (NEDA) de la Thaïlande mènent des discussions quadripartites entre des institutions asiatiques de financement du développement.

Étude de cas Participation au sommet des Nations unies sur le développement durable

Contribution aux discussions sur les défis clés du Programme 2030 pour le développement durable

Lors du sommet sur le développement durable des Nations unies de septembre 2015, la JICA a co-organisé plusieurs événements parallèles avec de multiples partenaires en prévision des réunions importantes de l'année suivante. Le président de la JICA a participé à ces événements en tant que conférencier principal ou pour animer les débats, et il a exprimé le point de vue de la JICA.

Promotion de la CSU et développement de l'Afrique

La JICA a participé à un événement parallèle sur la santé mondiale co-organisé par cinq pays, dont le Japon, ainsi que par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale, et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. À travers cet événement, la santé a été placée au centre du Programme 2030 et la couverture santé universelle (CSU)* envisagée comme un moyen efficace pour résoudre divers problèmes de santé. La JICA a abordé le concept de CSU en affirmant sa volonté de parvenir à un système de santé apte à fournir des soins de santé maternelle et infantile, mais aussi à lutter contre les maladies infectieuses comme Ebola. La JICA a également mentionné l'importance de la coopération entre les parties concernées, notamment les gouvernements et les donateurs.

Simultanément, en amont de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) d'août 2016, la JICA a organisé un événement parallèle avec plusieurs partenaires, dont le gouvernement japonais, le Nouveau Partenariat pour le

développement de l'Afrique (NEPAD), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et l'Université de Columbia. La JICA a présenté ses idées sur l'Afrique, notamment la nécessité d'assurer le développement industriel pour promouvoir la transformation structurelle et renforcer la résilience, l'application des expériences asiatiques en Afrique, et les résultats du dialogue sur la politique industrielle et des projets kaizen en Éthiopie. De nombreux autres intervenants ont exprimé leurs opinions sur l'importance du développement industriel en Afrique, qui est également apparu aux yeux des participants comme un thème central de la TICAD VI.

En outre, afin de poser les bases du Sommet humanitaire mondial en mai 2016, un événement parallèle sur le financement de la coopération au développement et l'aide humanitaire a été organisé. Il est apparu au cours de ces discussions que les crises humanitaires sont plus fréquentes, plus longues et profondément liées à l'éradication de la pauvreté, et qu'une approche intégrée de l'aide



Akihiko Tanaka, alors président de la JICA, a souligné l'importance d'une approche intégrée de l'aide humanitaire et de la coopération au développement, ainsi que du concept « Reconstruire mieux », lors d'un événement parallèle.

humanitaire et de la coopération au développement s'avérerait nécessaire. Les discussions ont également porté sur des sujets tels que les attentes en matière de financement innovant, notamment par la mobilisation du secteur privé. La JICA a souligné l'importance des mécanismes permettant aux agences humanitaires et de développement d'engager un dialogue dès le début des crises pour parvenir à une approche intégrée.

* Selon l'OMS la CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soit de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».